



Conseil national — 12 juin 2020

CONSTRUISONS LA FRANCE EN COMMUN FORMONS UNE UNION POPULAIRE AGISSANTE

Sommaire

I. C'est un système qui est en accusation.....	2
II. Agir pour des mesures d'urgence exceptionnelles.....	6
1. Pour la santé publique, les hôpitaux publics et les Ephad.....	6
2. Pour l'Éducation nationale et la rentrée scolaire et universitaire de septembre.....	7
3. Pour la protection du pouvoir d'achat, la lutte contre la pauvreté, l'accès de tous à une alimentation de qualité et aux biens de première nécessité.....	9
4. Pour la sécurisation immédiate de l'emploi contre le chômage et les licenciements.....	9
5. Pour une société de liberté, de dignité humaine et de fraternité, sans racisme ni discriminations.....	10
6. Pour que cessent vraiment toutes les violences sociales et patriarcales imposées aux femmes.....	11
7. Pour une mobilisation immédiate des financements.....	12
III. Changer de mode de développement – Changer la vie ensemble.....	13
1. Pour une société sans chômage, un nouvel âge de la Sécurité sociale.....	14
2. Pour les services publics, outils du changement, au service de l'égalité et de l'émancipation.....	14
3. Pour produire, consommer, vivre autrement : réussir la transition écologique et sociale.....	15
4. Pour offrir un nouvel élan au secteur associatif et à l'économie sociale et solidaire.....	17
5. Pour remettre en cause la domination du capital.....	18
6. Pour donner à la France une voix forte, indépendante, internationaliste et lutter pour une autre mondialisation.....	19
7. Pour une République nouvelle : la démocratie jusqu'au bout.....	20
Pour le PCF, c'est l'humain et la planète d'abord !.....	22

Nos groupes parlementaires ont été sollicités pour participer à l'élaboration de ce document et y ont contribué, sur la base des propositions de loi qu'ils ont déposées à l'Assemblée nationale et au Sénat. L'une d'entre elles est citée sur l'hôpital et la santé. Sur les autres propositions abordées, les PPL seront référencées dans la version du document qui sera rendue publique.

CONSTRUISONS LA FRANCE EN COMMUN FORMONS UNE UNION POPULAIRE AGISSANTE

I. C'est un système qui est en accusation

Nous vivons un moment d'une gravité exceptionnelle.

Le monde entier est frappé d'une pandémie qui a provoqué une crise sanitaire majeure, jusque dans les pays développés. C'est la première fois depuis près d'un siècle. Des dizaines de milliers de personnes sont décédées en France, des centaines de milliers sur la planète.

Le confinement était nécessaire, mais il est allé de pair, comme sur tous les continents, avec l'aggravation des injustices, les baisses de revenus, les hausses de prix, les dettes de loyers. Nous avons vu se restreindre notre vie sociale et professionnelle, ainsi que de nos libertés. Ces semaines si difficiles ont également souligné les inégalités entre femmes et hommes, qu'entretient le système capitaliste et patriarcal.

Ces semaines si difficiles ont également souligné les inégalités entre femmes et hommes, qu'entretient le système capitaliste et patriarcal : la charge des femmes s'est trouvée décuplée par les conséquences du confinement dans les familles, autant que par les conditions chaotiques de la reprise d'activité telle que l'a voulue le gouvernement.

Notre pays est la sixième puissance économique mondiale. Mais il s'est trouvé démuni devant l'épidémie par manque criant d'effectifs, de masques, de tests, de lits d'hôpitaux, de respirateurs. Pourtant, les personnels de santé revendiquaient depuis des mois des moyens pour le système public de santé. Des salariés refusaient les fermetures d'entreprises produisant l'oxygène, les médicaments, les masques, les tests...

Voilà à présent que, faute des moyens nécessaires, l'école connaît de grandes difficultés ; chacun se demande dans quelles conditions se fera la rentrée de septembre.

Et voilà qu'une partie de notre pays et de notre jeunesse, celle qui a agi courageusement en première ligne contre l'épidémie, celle qui vit dans les quartiers populaires, continue de subir les discriminations, le chômage et l'emploi précaire, les exclusions sociales et territoriales, le racisme au quotidien, les violences de certains policiers. Ce n'est plus supportable, cela entretient les tensions et défigure la République. Voilà pourquoi il faut soutenir avec force le grand mouvement antiraciste et contre les violences policières, qui s'est levé dans le monde entier à la suite de l'assassinat de George Floyd aux États-Unis, et que portent en France le comité pour que justice soit rendu à Adama Traoré et les associations antiracistes. Cette vague, qui a fait descendre des dizaines de milliers de jeunes dans les rues de notre pays, exprime une soif légitime de dignité et d'égalité.

À la crise sanitaire s'ajoute désormais l'éclatement de la crise économique qui menaçait depuis longtemps déjà. Le risque est grand de nous enfoncer dans une récession profonde et durable. Nombre de plans sociaux étaient dans les tiroirs, comme à Air France, Renault, Camaïeu, Conforama, General Electric à Belfort. Dans ces grandes entreprises, la pandémie sert de prétexte aux vagues de licenciements, et cela se traduit par de possibles dépôts de bilan dans de nombreuses PME.

Le travail et l'emploi sont donc désormais au centre des préoccupations. Plus d'un million d'hommes et de femmes ont perdu leur emploi en l'espace de deux mois ! Et beaucoup d'autres, parmi nous, sont inquiets quand ils subissent les conséquences du recours au télétravail, l'interruption des CDD et autres missions d'intérim durant le confinement, ou encore les conditions sanitaires précaires de la réouverture d'entreprises...

L'insécurité sociale grandit. Encore une fois, le monde du travail paie au prix fort le coût de cette crise. C'est inacceptable !

C'est pourtant grâce à nous que le combat contre le Covid-19 a pu être mené. Grâce aux soignants, aux agents des services publics, aux personnels municipaux, aux pompiers, aux éboueurs, aux agents d'entretien, à tous ceux et toutes celles qui ont permis que la vie continue dans la production agricole, les industries alimentaire et pharmaceutique, le commerce, les transports. Grâce au secteur associatif, aux acteurs de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion qui ont occupé une place déterminante dans la mobilisation des forces vives du pays. Grâce aux salariés et aux travailleurs sociaux, aux élus locaux, aux bénévoles qui ont assuré l'aide d'urgence et préservé le lien social. Grâce à chacune et chacun d'entre nous, qui avons respecté ensemble le confinement et les gestes barrières, et avons permis que les taux d'hospitalisation baissent.

À l'inverse, si notre pays s'est trouvé à ce point en difficulté pour affronter l'épidémie, c'est parce que les puissants et les gouvernements à leur service ont satisfait, d'abord et toujours, aux mêmes dogmes : rentabilité, baisse du prétendu « coût du travail », diminution de la dette, baisse constante des dépenses publiques. Sous prétexte de rationalisation, ils ont accéléré la casse de l'hôpital et le rationnement en quantité et qualité de tous les services publics. Ils ont réduit les moyens alloués à la recherche. Ils ont favorisé la délocalisation d'industries vitales pour le pays. Ils ont contribué à faire baisser les salaires et tenté de détruire le système de retraites hérité de la Résistance.

La santé est un bien commun, un droit universel fondamental. Elle est l'affaire de tous. Comme la santé, la production et la distribution des médicaments ne peuvent plus rester du domaine privé, réservé, de quelques grandes firmes multinationales qui ne cherchent qu'à faire des profits.

Il est d'autant plus révoltant que ces gouvernants, qui nous ont désarmé face à l'épidémie, veuillent maintenant profiter de la situation. Avec le Medef, ils poussent à la baisse des salaires. Ils aggravent nos conditions de travail et cherchent à en allonger la durée. Ils menacent l'accès des enfants de nombreuses familles populaires à l'école comme à la formation professionnelle ou aux études supérieures. Ils n'ont pas renoncé à nous faire partir plus tard à la retraite avec des pensions considérablement diminuées. Ils vont enfoncer davantage notre pays dans la tourmente. À l'inverse, sécurisons l'emploi, assurons à chacune et chacun une vie digne.

Seule notre mobilisation unie, dans les localités comme dans les entreprises, permettra de résister efficacement et d'organiser la solidarité indispensable. Partout, nous avons à mener la bataille pour l'hôpital public et pour la démocratie sanitaire, pour la défense et la promotion de tous les services publics. Partout, il nous faut agir pour les salaires et la reconnaissance des qualifications, le pouvoir d'achat, la sécurisation des parcours de vie, nos droits et nos libertés. Partout, nous devons livrer la bataille de l'égalité entre femmes et hommes. Partout, il nous faut faire reculer le racisme et les discriminations.

La relation entre notre société et l'argent, l'argent et le travail, le modèle productif et les écosystèmes ou la biodiversité : tout cela est à remettre en question. N'acceptons pas le sens

actuel, capitaliste, de la mondialisation et ses formes. Repensons l'organisation de tous les temps de la vie : vie professionnelle et familiale, temps de formation, retraite, loisirs... Imaginons une autre organisation des territoires et de l'urbanisation. Remplaçons la concurrence de tous contre tous par l'entraide, le respect, les coopérations, la solidarité, le partage, le droit de décider de l'avenir en toute souveraineté. Défendons le besoin de coopérations entre les peuples, pour garantir la paix et la sécurité, collective comme individuelle.

Le Parti communiste français propose une rupture politique. Il vous appelle à construire ensemble l'espoir du changement.

L'heure est venue de remettre en cause la domination du capital, son système de pouvoirs, sa cohérence devenue folle, ses coûts pour la collectivité. Les décisions d'investissement, de recherche, de localisation des entreprises, mais aussi les choix concernant les services publics ne doivent plus être guidés par la logique égoïste du taux de profit. Cela appelle de nouvelles institutions et de nouveaux pouvoirs des salarié·e·s et des citoyen·ne·s sur les banques et les entreprises.

S'en prendre au cancer financier qui ronge la société, c'est répondre aux attentes de justice sociale et de restauration des grands équilibres écologiques qui montent de partout. C'est faire prévaloir une autre utilisation de l'argent. C'est aller vers un pôle public bancaire. C'est mettre en œuvre des nationalisations orientant progressivement l'économie à partir de critères d'efficacité sociale contre ceux de la rentabilité qu'on nous impose aujourd'hui. C'est aller vers de nouveaux pouvoirs démocratiques afin d'engager l'indispensable mouvement d'appropriation sociale des grands moyens de production, d'échange et de financement. C'est promouvoir une autre fiscalité et une autre conception de la dépense publique.

Pour y parvenir, pour nous permettre de prendre en main notre destin collectif, nous avons besoin d'un nouvel âge de la démocratie. Celui-ci doit se concrétiser partout et dans tous les domaines, impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisée, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens, des travailleuses et des travailleurs. À l'appui de leurs propositions, ils doivent pouvoir se saisir des moyens financiers, dans les entreprises (en agissant sur les profits), au niveau des banques (en pesant sur l'orientation du crédit), à l'échelon des institutions nationales et territoriales (en maîtrisant l'utilisation des fonds publics). Une nouvelle République doit ainsi voir le jour, de l'État jusqu'aux entreprises. La commune doit, en particulier, retrouver sa place centrale pour faire vivre la démocratie au plus près de nos concitoyens, en métropole comme en Outre-Mer.

Ainsi, comme nous y aspirons toutes et tous, il deviendra possible de répondre en priorité aux besoins humains. Chacune et chacun doit pouvoir vivre avec un salaire décent, un emploi durable, une formation émancipatrice tout au long de la vie, une retraite digne, dans une société qui garantit entre tous et toutes l'égalité des droits, qui rompe avec le fonctionnement patriarcal de la société, et qui favorise l'épanouissement de la personne. Les services publics, étendus et démocratisés, doivent être l'instrument d'un changement complet de logique. Il est temps de nous doter d'une Sécurité sociale du 21^e siècle, visant la sécurisation de tous les moments de la vie, à commencer par l'accès de chacun·e à un emploi et à une formation choisis et correctement rémunérés tout au long de la vie active. Un véritable système de sécurité d'emploi et de formation doit voir le jour.

Ainsi, nous pourrons mettre en œuvre un nouveau modèle de développement. Rouvrir un avenir à la France, c'est rebâtir une industrie nouvelle, respectueuse des êtres humains et de la

planète, répondant à des critères de production sociaux et environnementaux, respectueuse de l'égalité femmes-hommes ; cela nous permettra de créer de nouvelles richesses utiles à la nation et à notre indépendance économique. C'est localiser en France les sites de production et de recherche essentiels au pays et favoriser les circuits courts ; il deviendra, ce faisant, possible de dépasser le modèle de l'hyper-concentration et de la spécialisation géographique de la production, du zéro stock, et des flux tendus. C'est favoriser une production agricole fondée sur l'agriculture paysanne. C'est conjuguer l'égalité sociale avec la réponse au défi écologique et climatique. C'est organiser des rapports de coopération et de solidarité dans chaque pays, comme à l'échelle de l'Europe et du monde.

Ainsi, nous donnerons à la France une voix indépendante et internationaliste, nous mènerons le combat pour une autre mondialisation. La souveraineté de la nation et du peuple, battue en brèche par la toute-puissance des marchés financiers, doit être retrouvée. Cette souveraineté économique, démocratique, est indispensable pour favoriser l'engagement de notre pays en faveur d'un nouvel ordre du monde, fondé sur des coopérations solidaires, et adossé à de nouvelles institutions vraiment démocratiques et multilatérales. Elle peut et doit œuvrer à une construction européenne refondée grâce à de nouveaux traités, qui la libèrent de la marchandisation et de la course au profit.

À chacune et chacun d'entre nous de faire vivre, dès à présent, ce changement de cap pour la France. C'est possible !

Depuis trois ans, de grands combats ont été menés : pour l'hôpital public et les services publics ; pour la justice sociale et fiscale ; pour le climat et pour la transition écologique ; pour l'emploi et pour une nouvelle industrialisation ; pour l'égalité salariale entre femmes et hommes, et pour mettre fin aux violences sexuelles et sexistes ; pour un système de retraites pleinement solidaire ; pour l'arrêt des discriminations et du racisme... Ils disent ce à quoi aspire l'immense majorité de notre peuple. Ils montrent qu'il est possible de bâtir un rapport de force à la hauteur de l'enjeu. Ils expriment le besoin d'alternatives, et notamment l'exigence de biens communs publics mondiaux.

L'intervention populaire est plus indispensable que jamais.

C'est grâce à elle qu'un rassemblement politique majoritaire, nourri de l'expérience de nos mobilisations, pourra voir le jour et nous débarrasser enfin du pouvoir actuel, des menaces de la droite, des campagnes haineuses de l'extrême droite.

C'est dans et par nos luttes, avec les salariés, avec les familles et la jeunesse que nous construirons les rassemblements les plus efficaces. C'est en les construisant qu'il sera possible de gagner, d'ouvrir des perspectives pour l'avenir.

Le Parti communiste français entend s'engager avec vous, dès maintenant, dans la résistance aux plans sociaux, pour la défense des services publics, pour le pouvoir d'achat, pour la conquête de l'égalité. Il vous propose de nous mobiliser pour des mesures exceptionnelles répondant à une situation exceptionnelle. Il met en discussion une ambition pour la France.

Dans le même temps qu'elles défendent leurs initiatives autonomes et confrontent leurs propositions dans le débat public, les forces politiques de gauche et écologistes se doivent de coordonner leur action, dans le pays comme au Parlement, afin de relayer les attentes de toutes

les victimes du désordre capitaliste. Partis et acteurs du mouvement social doivent, dans le même temps, travailler à la convergence de leurs actions. Le PCF agit en ce sens.

Les échanges entre organisations ne suffiront pas. Il s'agit donc d'ouvrir partout, avec vous, citoyennes et citoyens, sous votre contrôle, le débat sur la politique qui changera la France durablement, par tous les moyens démocratiques : actions de résistance aux politiques contraires à l'intérêt général, initiatives pour des conquêtes immédiates, formation de comités d'action, mobilisations pour des solidarités internationales agissantes...

La société dans laquelle nous allons vivre demain dépend directement des ruptures que nous serons capables d'opérer dès aujourd'hui.

II. Agir pour des mesures d'urgence exceptionnelles

L'épidémie du Coronavirus a déclenché un terrible choc sanitaire. Elle a aussi dévoilé la situation désastreuse de la santé publique, des hôpitaux et des Ehpad, ainsi que de nos services publics. Elle a révélé la crise d'un capitalisme cupide, le poids des inégalités, des violences et du patriarcat, leurs conséquences sur nos vies. Depuis des années, le Parti communiste français dénonce ces situations et avance des solutions. Il propose aujourd'hui des mesures d'urgence exceptionnelles. Et il met en débat les moyens indispensables de leur mise en œuvre. C'est une nouvelle vision de développement pour le pays qui pourra ainsi se concrétiser sur le long terme.

1. Pour la santé publique, les hôpitaux publics et les Ehpad

Les personnels soignants ne peuvent pas être applaudis et ensuite seulement remerciés par des mots, des promesses non tenues, voire du chantage contre les 35 heures ou le statut public des hôpitaux. À la place des fermetures de lits et des restructurations, un plan national négocié de refondation de l'hôpital public et une nouvelle stratégie nationale de santé publique s'impose.

Nos propositions

- **Voter dès l'été un premier plan massif d'investissement, de créations d'emplois et de revalorisation des salaires et des carrières dans l'hôpital public et les Ehpad** (pour aller à terme vers 100 000 embauches dans l'hôpital public et 300 000 dans les Ehpad). Ce nouveau cap doit se voir prolongé dans la loi de financement de la Sécurité sociale à l'automne 2020, avec 10 milliards supplémentaires pour l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) hospitalier.

La proposition de loi déposée par les parlementaires communistes

Élaborée à l'issue de leur tour de France des hôpitaux, en concertation avec les médecins, les personnels soignants et les syndicalistes, cette proposition détaille quarante mesures d'urgence pour revoir l'ensemble de l'organisation de notre système de santé : l'augmentation des financements de l'hôpital public et de la Sécurité sociale ; la reprise à 0 % de la dette de l'hôpital

public ; la hausse des salaires de 20 %; la couverture territoriale hospitalière et de médecine de ville pour lutter contre les inégalités d'accès aux soins et la désertification médicale ; la situation d'urgence des Ehpad et la prise en charge de la perte d'autonomie ; la reconstruction d'une politique publique du médicament ; la démocratie sanitaire.

Cette proposition prévoit notamment l'augmentation immédiate à 4,5 % de l'Ondam, l'annulation des exonérations de cotisations sociales, notamment le crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE), au bénéfice de l'assurance maladie, et un plan d'embauche et de formation de 100 000 personnels de santé.

- **Mettre en place un dispositif national « masques gratuits ».** Chacune et chacun doit disposer, au travail et dans la vie quotidienne, des masques aux normes pour tous les usages rendus obligatoires par les prescriptions sanitaires. Pour sécuriser l'approvisionnement, une filière de fabrication et une priorité d'achat de masques sur le sol national doit être réorganisée, ainsi qu'une coopération européenne qui mette fin à la « guerre des masques ».
- **Élaborer un plan de reconquête industrielle dans le domaine du matériel médical et du médicament.** Il est temps de s'atteler à la reconstruction d'un pôle public industriel et de recherche comprenant Sanofi, Thalès, et assurant un service public du médicament. Le patrimoine stratégique des données de santé doit devenir un Commun numérique, protégeant les données personnelles, à disposition de ce pôle public.
- **Augmenter immédiatement les budgets de recherche.** Il convient de procéder très rapidement à des embauches importantes de personnels de recherche au statut.
- **Accentuer l'engagement de la France dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé.** Conformément aux engagements de la résolution adoptée par l'Assemblée mondiale de la Santé tenue à Genève, les traitements et le futur vaccin contre le Covid-19 doivent être considérés comme des biens publics mondiaux, dont l'accès universel et la sécurité d'approvisionnement soient garantis à tous sur la planète.
- **Dégager de nouveaux moyens financiers et humains pour prendre en charge la perte d'autonomie.** Cela concerne notamment les Ehpad, les établissements médico-sociaux, les établissements accueillant les personnes en situation de handicap comme à domicile. Aller vers la création d'un service public national décentralisé de la prise en charge de l'autonomie est une nécessité pour mettre fin à l'emprise marchande des groupes privés, comme Korian et Orpea..

2. Pour l'Éducation nationale et la rentrée scolaire et universitaire de septembre

La reprise du 11 mai, finalement mise en œuvre sur la base du volontariat, s'est déroulée dans des conditions déplorables. Très peu d'élèves sont retournés en classe. En aucun cas, la rentrée de septembre ne peut y ressembler. Si les conditions sanitaires ne permettent pas un retour à la normale, la rentrée scolaire obligatoire de tous les enfants ne peut être une nouvelle fois reportée. C'est pour cette raison que des moyens considérables doivent être dégagés, sur les plans sanitaire, humain, financier et pédagogique, afin d'assurer en septembre le retour de tous les élèves et étudiants dans leurs établissements. L'égalité devant l'éducation doit faire l'objet d'une grande politique nationale.

Nos propositions

- **Définir au plan national les conditions de la réouverture des écoles**, en concertation avec l'ensemble des actrices et acteurs de l'éducation. Elles doivent être financées par un fonds national dédié.
- **Adopter au début de l'été un budget rectificatif pour l'Éducation nationale et l'université**. L'État ne peut pas se décharger de ses responsabilités sur les collectivités locales.
- **Déployer les moyens de l'État, à la rentrée, pour fournir le matériel sanitaire nécessaire à tous les établissements**. Au-delà, la reconstruction d'une médecine scolaire, pour les enfants et pour les personnels, doit être engagée.
- **Généraliser partout des groupes réduits pour l'enseignement**. L'expertise pédagogique et la connaissance du terrain des professionnels en contact avec les enfants sera un atout précieux, et elles permettront de bâtir, avec les collectivités, une réelle reprise de la scolarité pour toutes et tous.
- **Décider d'un plan de recrutement massif de personnels enseignants et non enseignants**, afin de pérenniser ces dédoublements et assurer un volant large de remplaçants pour les mois qui viennent : ouverture des places au concours, titularisation des personnels précaires et des stagiaires. Par la suite, la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et de formation pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale sera indispensable.
- **Annuler les suppressions de postes et les fermetures de classes**. À partir de 2021, la carte scolaire doit devenir pluriannuelle pour favoriser la stabilisation des équipes.
- **Engager un plan national d'organisation, de rénovation et d'équipement des bâtiments scolaires**, avec des normes sanitaires revues, afin de tirer les leçons de la crise. Il doit être accompagné d'un plan de soutien financier aux collectivités locales, afin d'en favoriser le financement.
- **Élaborer une grande politique de lutte contre les inégalités scolaires**. L'interruption scolaire et l'échec de la « continuité pédagogique » ont rendu visibles les graves inégalités face à l'école. Tirons-en les leçons ! Un fonds national doit être créé pour fournir aux élèves et aux familles les outils indispensables aux apprentissages, et garantir la gratuité de l'éducation. Le volume horaire d'enseignement, diminué par les politiques d'austérité, doit être de nouveau augmenté. L'innovation pédagogique, ainsi que les dispositifs d'aide comme les Rased, sont à favoriser, en aménageant les programmes scolaires, avec lissage sur deux ans, en particulier en fin de cycle.
- **Aider les étudiants qui ont perdu leurs « jobs »**. Ils sont nombreux. Pour eux, il y a besoin de revaloriser les critères d'attribution des bourses, d'instaurer la gratuité de leurs frais de transport, d'annuler les loyers Crous durant la période de crise sanitaire, de baisser voire d'annuler les frais d'inscription (avec compensation de l'État) pour l'année à venir.
- **Réunir des États généraux de l'éducation**. Ils doivent avoir pour mission d'assurer, de nouveau, une grande ambition d'égalité devant le droit à l'éducation. Les réformes du lycée et de Parcoursup doivent être abrogées.

3. Pour la protection du pouvoir d'achat, la lutte contre la pauvreté, l'accès de tous à une alimentation de qualité et aux biens de première nécessité

La crise du Covid-19 a mis en lumière l'ampleur des inégalités, la difficulté de nombreuses familles à vivre et à s'alimenter. Avec l'explosion du chômage, cette situation va devenir dramatique pour des millions de personnes supplémentaires. Vivre décemment est un droit, qu'il faut garantir.

Nos propositions

- **Pour celles et ceux dont l'emploi a été suspendu, brutalement réduit ou supprimé par la crise du Covid-19** : maintenir le salaire à 100 % lorsque les salarié·e·s sont au chômage partiel ; mettre en place, pour les autres, un fonds de sécurisation salarial assurant un revenu décent jusqu'au retour à l'emploi ; pérenniser la prime de 1 500 euros au bénéfice des travailleurs indépendants dont le chiffre d'affaires a plongé. Des mesures spécifiques doivent être prises pour les apprentis, les stagiaires, les précaires, les travailleurs des plates-formes, les intérimaires et CDD qui ont subi à des titres divers de graves préjudices d'emploi et de formation pendant la crise.
- **Pour le pouvoir d'achat et le pouvoir de vivre** : bloquer les prix alimentaires, de l'eau, de l'énergie, des télécoms ; instituer une TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité ; baisser de 20 % la facture d'électricité domestique en révisant les taxes (CSPE et TVA) ; geler les loyers et les prêts immobiliers ; interdire les expulsions locatives ; accorder une prime de 300 euros à toute personne vivant au-dessous du seuil de pauvreté ; prolonger les droits des chômeurs jusqu'à la fin de 2020 et supprimer définitivement la réforme de l'assurance chômage.
- **Pour les retraités** : revaloriser les pensions. Aucune ne doit se situer en dessous du seuil de pauvreté, la retraite minimum doit correspondre smic pour toute carrière complète. La demi-part des veuves et des veufs doit être rétablie.
- **Pour lutter contre la grande pauvreté** : instaurer un dispositif massif de soutien aux organisations d'aide aux plus démunis et aux distributions alimentaires ; revaloriser immédiatement les minima sociaux et ouvrir le RSA aux moins de 25 ans ; augmenter les places d'hébergement et le nombre de constructions dans le secteur du logement très social (en les doublant pour aller vers les 60 000 logements annuels) ; ouvrir immédiatement un fonds destiné à la prise en charge des impayés de loyers.

4. Pour la sécurisation immédiate de l'emploi contre le chômage et les licenciements

Le choc que nous venons de subir ne peut être le prétexte, pour les actionnaires et les banques, à des plans de licenciements et à l'étranglement d'une série d'entreprises sous-traitantes. En ce 21^e siècle, une nouvelle visée de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus doit voir le jour. Cela permettra notamment de s'engager vers la conversion sociale et écologique de notre modèle productif, des mobilités et des modes de consommation. C'est aujourd'hui que cela se joue !

Nos propositions

- **Veiller à la mise en conformité sanitaire de tous les plans de reprise du travail** à l'avis des CSE, en attendant le rétablissement des CHSCT.
- **Protéger et renforcer les droits des représentants du personnel**, ainsi que la pleine capacité d'intervention des inspecteurs du travail.
- **Prolonger le chômage partiel et le fonds d'aide aux entreprises en difficulté**, avec des critères de maintien de l'emploi, notamment pour les moyennes et les grandes entreprises.
- **Mettre en place des comités de suivi démocratiques de l'utilisation effective des mesures prises pour la protection de l'emploi**. Ils devront associer salarié-e-s, élu-e-s locaux-ales et parlementaires.
- **Réunir des conférences, régionales et nationale, de sécurisation de l'emploi, de la formation, de la transformation productive écologique et sociale, de l'égalité professionnelle femmes-hommes**. Démocratiquement constituées, elles devront définir des objectifs chiffrés de créations et de conversions d'emplois, de formation, de recherche et d'investissements, et y impliquer les entreprises, grâce à l'action du pôle public bancaire devenu indispensable et d'un fonds dédié. Il deviendra ainsi possible d'ouvrir la voie à une nouvelle ambition en matière de services publics et d'industrialisation pour notre pays. La création de coopératives ou la transformation d'entreprises en coopératives pourrait également être encouragée, chaque fois qu'elle sera une réponse adaptée, par exemple pour la fondation de centres de santé coopératifs ou la reprise d'entreprises en difficulté. Un droit de préemption prioritaire des salariés sera à cette fin instauré.
- **Assurer un haut niveau d'engagement, public et national, en faveur des arts et à la culture, durement éprouvés aujourd'hui**. C'est un enjeu pour l'émancipation de chaque individu, pour l'économie, pour la démocratie, pour la créativité de la nation. Les aides et subventions aux projets engagés, les droits ouverts aux professionnels doivent être maintenus pour donner au monde de la culture le temps de redémarrer. Un fonds d'intervention est nécessaire pour couvrir la perte d'exploitation des librairies, des maisons d'édition et des travailleurs indépendants qui leur sont liés. Un « Valois de la presse écrite » doit être réuni face aux difficultés des titres nationaux comme régionaux. Après la mise en redressement de la société Presstalis, une société d'intérêt collectif, assurant la distribution des journaux, doit venir garantir le pluralisme de l'information. Une nouvelle ambition doit être déployée en faveur des services publics de l'audiovisuel, ainsi qu'une politique publique du numérique pour lutter contre les logiques qui font du web un espace totalement dérégulé.

5. Pour une société de liberté, de dignité humaine et de fraternité, sans racisme ni discriminations

Le racisme est un rapport social de domination et d'exploitation qui déchire notre société. Il se cumule bien souvent avec les inégalités. Il revêt aujourd'hui une dimension structurelle, qui mine la vie des habitant-e-s des quartiers populaires, en particulier celles des jeunes : accès à l'emploi, au logement, contrôles au faciès et violences policières impunies. Les travailleur·euse-s qui ont été en première ligne dans la crise en sont aussi,

bien souvent, les premières victimes. Les mobilisations aux États-Unis, après la mort de George Floyd, ont pour cette raison une forte résonance dans notre pays. C'est toute la société américaine qui étouffe face à la conjugaison d'un racisme systémique et des préjugés de classe. Ici, la société n'accepte plus le fossé entre les valeurs d'égalité et de fraternité proclamées par la République et la réalité, persistante et systémique, des discriminations et des violences racistes. Nous ne devons plus accepter que des femmes et des hommes soient stigmatisés en raison de leur genre, de leur origine, de leur religion, du quartier dans lequel ils vivent. Et il nous faut, dans le même temps, refuser que ces atteintes à la dignité humaine s'accompagnent de ces restrictions des libertés de tous, comme celles dont la crise sanitaire a été le prétexte.

Nos propositions

- **Mener une lutte effective, transversale, contre toutes les discriminations racistes**, au travail comme dans la vie quotidienne. Les sans-papiers, parce qu'ils travaillent, cotisent, paient des impôts, contribuent au développement de l'économie, doivent être régularisés.
- **Mettre fin à l'impunité des propos discriminatoires, racistes ou antisémites**. Ils ne doivent plus être tolérés de la part de personnages publics ou d'organisations politiques, dans les médias ou sur les réseaux sociaux. La justice doit disposer de tous les moyens de se saisir de ces faits et de les poursuivre, sans délai ni faiblesse.
- **Combattre les violences à caractère raciste dans la police**. Celle-ci doit être garante de la sécurité publique, au service des citoyen-ne-s, garante des libertés. Elle doit donc agir dans le respect scrupuleux de la loi. Les comportements violents ou fascistes de certains policiers doivent en conséquence être jugés, condamnés et sanctionnés. Ceux qui s'en rendent coupables doivent être immédiatement révoqués.
- **Rétablir les droits individuels et les libertés publiques**. Les règles de droit doivent de nouveau s'appliquer dans le domaine de la justice : nul ne doit plus être mis en détention provisoire sans pouvoir comparaître devant un magistrat et bénéficier de l'assistance d'un avocat. Tous les droits d'expression, de rassemblement et de manifestation doivent se voir pleinement rétablis.

6. Pour que cessent vraiment toutes les violences sociales et patriarcales imposées aux femmes

Le confinement a mis à nu et décuplé les violences et inégalités patriarcales subies par les femmes. Celles-ci ont été en première ligne dans la crise, elles le sont en général au travail. Elles sont infirmières (87 % de femmes), aides-soignantes (91 %), aides à domicile ou aides-ménagères (97 %), agentes d'entretien (73 %), caissières et vendeuses (76 %), enseignantes, travailleuses sociales... Et elles subissent de plein fouet précarité et discriminations salariales. Tout cela se cumule avec l'inégalité de la répartition des tâches domestiques et éducatives à la maison. Ces derniers mois, toutes les violences sexistes et sexuelles ont prospéré. Appels d'urgence, interventions de police à domicile, saisines de la plate-forme « [arretonslesviolences.gouv.fr](https://www.arretonslesviolences.gouv.fr) », numéro de l'enfance en danger : tous les indicateurs ont explosé. Mais le nombre de plaintes a connu une baisse inquiétante : c'est le signe que femmes et enfants en danger se retrouvent dans une situation d'abandon. L'urgence de l'égalité est plus que jamais là.

Nos propositions

- **Appliquer réellement l'égalité professionnelle et salariale.** Des sanctions renforcées doivent être prises en cas de manquement. Le respect du principe d'égalité doit être un critère de distribution de l'argent public.
- **Débloquer les moyens financiers et humains permettant de rendre effective la lutte pour éradiquer les violences faites aux femmes.** Toutes les actrices de ce combat le réclament à cor et à cri. Elles demandent des actes, pas des postures.

7. Pour une mobilisation immédiate des financements

La crise actuelle revêt des dimensions multiples : sanitaire, économique, patriarcale, inégalitaire, discriminatoire. On n'y répondra pas en adoucissant provisoirement ses effets avec de l'argent public, ni en faisant confiance aux capacités de rebond de l'économie capitaliste. C'est toute la société qui étouffe. Des financements à la hauteur sont indispensables pour faire face aux nouvelles priorités qui émergent. Le temps est donc venu de changer l'utilisation de l'argent et de solliciter autrement l'immense potentiel que constitue la création monétaire des banques et de la Banque centrale européenne. Les aides publiques ne doivent plus aller au soutien des profits et à la baisse du prétendu « coût du travail », singulièrement des femmes et des jeunes. Tous ceux qui, depuis tant d'années, profitent de cadeaux sociaux et fiscaux colossaux doivent se voir imposer d'autres conditions et des contreparties.

Nos propositions

- **Pour mobiliser les ressources publiques : créer un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation doté de 205 milliards en 2020.** Il sera alimenté par des recettes fiscales nouvelles (20 milliards), par l'annulation du remboursement des exonérations sociales du CICE (20 milliards) et la création monétaire de la BCE (160 milliards, qui correspondent à la part que recevra la France des 1 000 milliards d'achat de dette publique annoncés par celle-ci). Il devra fonctionner sur une période de cinq ans et être alimenté annuellement. Ce qui devra prendre en compte la reprise d'une activité économique plus étendue et plus saine, ainsi que la réforme en profondeur indispensable de la fiscalité. Ce fonds servira :
 - à financer le plan d'urgence pour la santé publique (15 milliards) ;
 - à financer un plan de développement des services publics (45 milliards) ;
 - à prendre en charge une partie des dépenses que les collectivités territoriales ont consacrées au soutien des populations ces derniers mois (10 milliards) ;
 - à agir en direction des grandes entreprises, sous forme de participations ou de nationalisations, afin que soit préservé l'emploi, que soit assurée la formation des salarié·e·s, que soient développées les productions stratégiques (20 milliards) ;
 - à peser sur les banques, afin qu'elles apportent aux PME et TPE les crédits nécessaires de trésorerie et d'investissement ; celles qui s'engageront à maintenir l'emploi et à développer la formation de leurs salarié·e·s, tout en maintenant les salaires, bénéficieront de taux de crédit fortement négatifs (20 milliards) ;

- à financer à taux négatif le déficit, dû au chômage partiel, des organismes de Sécurité sociale et de l'Unedic (40 à 50 milliards) ;
- à financer à taux négatif le déficit budgétaire supplémentaire produit par les mesures déjà prises (40 milliards).
- **Pour changer l'investissement des entreprises : créer un pôle public bancaire et financier.** Ce pôle devra être formé à partir de nationalisations nouvelles de banques, de banques coopératives démocratisées, associées aux institutions publiques déjà existantes. Il permettra de transformer profondément la pratique du crédit accordé aux entreprises, en donnant la priorité à l'emploi, à l'égalité professionnelle et à l'environnement plutôt qu'à l'accumulation financière et matérielle de capital. Les taux des crédits accordés pour les investissements seront d'autant plus réduits, jusqu'à être négatifs, qu'ils serviront à créer des emplois durables, favoriseront l'égalité professionnelle, encourageront des formations correctement rémunérées et déboucheront sur des productions écologiques. Ils seront fortement élevés, voire prohibitifs, en cas de délocalisations ou de fusions impliquant des suppressions d'emplois. En aucun cas, la spéculation ne pourra être financée.
- **Pour atteindre la pleine efficacité du fonds d'urgence et du nouveau dispositif de crédit : appuyer les institutions démocratiques nouvelles.** Cela concernera en particulier les conférences de sécurisation de l'emploi, de la formation et de la transformation productive écologique et sociale. Et cela permettra d'influer sur les prises de participation dans des entreprises, comme sur les décisions de bonification du crédit.
- **Pour trouver de nouvelles recettes : engager une réforme des différentes cotisations sociales et une taxation dissuasive des dividendes.** Cela impliquera la mise à contribution des revenus financiers des entreprises et la modulation à la hausse pour celles qui supprimeraient des emplois ou délocaliseraient. Immédiatement, la baisse des recettes sociales sera financée par des avances monétaires.

Ici doit prendre place un encadré traitant du financement du fonds d'urgence

III. Changer de mode de développement – Changer la vie ensemble

Nous sommes des millions à vouloir vivre dans une société qui réponde d'abord aux besoins humains, au lieu de satisfaire sans cesse l'avidité des puissants. Une société pour tous les âges, assurant l'égalité femmes-hommes. Nous sommes même des centaines de millions à l'échelle de la planète...

Pour changer nos vies, il faut changer de logique.

Lorsque l'on voit les crises s'abattre sur notre humanité et en menacer le devenir, on se dit qu'il est grand temps de prendre le pouvoir sur le capital. Qu'il est parfaitement possible d'ouvrir à notre pays un chemin de justice sociale et de développement écologique. Que nous avons les moyens de faire naître une autre Europe, une autre mondialisation, qui cessent de bafouer les souverainetés

populaires et nationales mais les respectent, ouvrant la voie à des coopérations solidaires et à une paix partagée. Que nous pouvons bâtir une belle République, démocratique et fraternelle.

1. Pour une société sans chômage, un nouvel âge de la Sécurité sociale

Nos vies au travail ont été bouleversées par une série de réformes, de la loi El Khomri et des ordonnances Macron jusqu'à la tentative de mettre en charpie la retraite par répartition. Face à la crise sanitaire, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui ont été les véritables « premiers de cordée ». Il n'y aura pas de relance qui profite à toutes et tous si de nouveaux sacrifices sont exigés de nous, pour satisfaire la voracité des marchés. L'obsession de la rentabilité financière et le court-termisme capitaliste représente une aberrante gabegie. Nous devons gagner ensemble une société sans chômage et, pour cela, un nouvel âge de la Sécurité sociale.

Nos propositions

- **Augmenter le smic de 20 % immédiatement** et impulser une augmentation générale des salaires et des pensions.
- **Réunir un Grenelle de la sécurisation de l'emploi, de la formation, des revenus,** et pour la transformation écologique et sociale du pays.
- **Abroger la loi El Khomri et les ordonnances Macron.** Les CHSCT doivent être rétablis et dotés de pouvoirs nouveaux pour assurer la protection des salarié·e·s. Ils doivent avoir les moyens d'intervenir sur les choix des entreprises et défendre ainsi les salaires, l'emploi, la mise en œuvre de vraies normes sanitaires et écologiques.
- **Engager la construction d'un système de sécurité de l'emploi et de la formation.** Un tel projet de société permettra à chacune et chacun d'alterner périodes d'emploi et périodes de formation, sans perte de revenu. Il rendra possible une société sans chômage, où chacune et à chacun maîtrisera sa vie au travail.
- **Financer un fonds national de développement et de sécurisation de l'emploi, des investissements utiles et de la formation.** La suppression du CICE et des exonérations de cotisations sociales, accordées sans conditions ni contreparties, le permettront.
- **Rembourser à 100 % les soins par la Sécurité sociale.** Le chantier doit être ouvert de la prise en charge de l'autonomie par la branche maladie de la Sécurité sociale. L'accès aux allocations familiales doit être rendu universel, sans distinction de revenus.
- **Tourner définitivement la page de la réforme Macron de casse de notre système de retraites.** Chacune et chacun doit pouvoir partir à 60 ans, avec une pension à taux plein.
- **Travailler moins, pour travailler tous, en travaillant mieux.** C'est le moment d'aborder une nouvelle étape de la réduction du temps de travail, pour arriver aux 32 heures.

2. Pour les services publics, outils du changement, au service de l'égalité et de l'émancipation

Les services publics sont les biens communs de la nation. Ils sont un levier pour une société nouvelle, d'émancipation sociale et écologique. Les énormes masses monétaires en circulation peuvent être utilisées à

ces fins. Le gouvernement dit manquer de ressources, mais il paie annuellement environ 40 milliards aux marchés financiers, pour acquitter les seules charges d'intérêts de la dette. C'est autant que le budget de l'Éducation nationale ! Cette dette doit être reprise à 0 % par la BCE. C'est une des conditions pour sortir de l'austérité et redéployer des services publics efficaces, qui auront les moyens de réduire les inégalités sociales et territoriales.

Nos propositions

- **Renforcer, étendre, démocratiser les services publics.** C'est la condition pour que les hôpitaux et la santé, l'éducation, l'eau, les transports, l'énergie, le logement ou la culture soient soustraits aux logiques de marchandisation à tout-va.
- **Garantir les missions de service public en rétablissant et en renforçant les statuts des fonctionnaires** Il faut mettre fin à la précarisation des personnels, et renforcer le pouvoir d'intervention des agents avec leurs organisations syndicales.
- **Revenir sur le processus de privatisation de la SNCF.** Investir dans le développement des transports de voyageurs par le train et les TER s'impose, avec un réseau national. Il est nécessaire de doubler le transport de marchandises par le rail d'ici dix ans, avec la rénovation et l'ouverture de nouvelles gares de fret. Il est indispensable de travailler à une unification progressive et progressiste des statuts des travailleurs des transports.
- **Constituer un pôle public de l'énergie et de la rénovation énergétique (France énergies).** Atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2040-2050 nécessite une véritable planification énergétique. Elle devra s'adosser à un pôle public de l'énergie et de l'efficacité énergétique, regroupant l'ensemble des entreprises et services publics qui produisent, transportent, stockent, distribuent et commercialisent de l'énergie, ou qui fournissent des services énergétiques. Ce pôle devra assurer la trajectoire à la baisse de nos consommations d'énergie finales. Il sera le garant de l'accès à l'énergie de tous les citoyens comme des entreprises, en assurant un développement équilibré des territoires.
- **Créer un fonds européen pour les services publics, géré démocratiquement et contrôlé par les parlements nationaux.** Il devra être alimenté par la Banque centrale européenne et se mettre au service de chaque état de la zone euro, dans le but de développer et faire coopérer les services publics. Les milliers de milliards que la BCE crée et prête aux banques à taux 0 %, voire négatifs, peuvent aussi être mobilisés pour un autre crédit.

3. Pour produire, consommer, vivre autrement : réussir la transition écologique et sociale

Un nouveau mode de développement devra lier transition écologique et réindustrialisation, travail et émancipation, services et production, planification et nouveaux pouvoirs à l'entreprise. Cela suppose de profonds changements, afin de produire et consommer autrement, de reconquérir notre souveraineté économique, alimentaire, sanitaire. Il s'agit de réindustrialiser la France, de développer de nouvelles coopérations internationales, de gagner une industrie respectueuse de ses salarié·e·s comme de nos ressources naturelles, d'atteindre l'objectif d'une empreinte carbone nulle en 2050. Ce qui sera possible en s'appuyant sur un État stratège, sur des institutions européennes et internationales refondées, sur l'intervention des travailleur·euse·s disposant de vrais pouvoirs de décision au sein des entreprises, sur la mobilisation des populations et de leurs élu·e·s.

Nos propositions

- **Défendre l'emploi et les savoir-faire.** Relocaliser les productions va de pair avec le combat pour empêcher les restructurations destructrices de postes et les fermetures de sites, comme avec la recherche de nouveaux modes de coopération et de partage au plan international. Face aux menaces sur l'emploi, les travailleur-euse-s devront pouvoir opposer un droit de veto et des contre-projets disposant de financements. Une loi d'interdiction des licenciements boursiers devra être adoptée, de même qu'une loi pour que les salarié-e-s souhaitant transformer leur entreprise en coopérative disposent d'un droit de préemption.
- **Réussir la transition écologique et sociale.** Maîtriser, relocaliser, coopérer : cela dessine un enjeu d'avenir, pour faire face à la crise écologique, pour l'emploi, pour la souveraineté de notre pays et le plein déploiement de ses services publics, pour désintoxiquer la société de la finance et du court-termisme capitaliste. De nouveaux fonds, régionaux, nationaux, européens seront nécessaires. Leur action devra être strictement pilotée, grâce à des critères écologiques et sociaux, afin qu'ils servent l'emploi et des projets de développement durable. Ces fonds seront alors un point d'appui essentiel pour maîtriser la localisation des activités, favoriser les circuits courts, encourager la création de coopératives ouvrières, faciliter les coopérations internationales.
- **Définir les grandes filières stratégiques dont la nation a besoin.** L'intervention publique et sociale doit le permettre, grâce à des prises de participation de l'État et des nationalisations significatives, qui seront d'un nouveau type. Elle devra être accompagnée de l'intervention des travailleur-euse-s des entreprises concernées et des populations, afin que soient mis en œuvre de nouveaux critères de gestion, porteurs d'efficacité sociale, économique et écologique. Des instances de planification stratégique devront également être mises en place, aux niveaux des territoires, des régions, du pays. Une coordination européenne devra compléter ce nouveau dispositif.
- **Créer de nouveaux indicateurs, en articulation avec le PIB.** Ils permettront de mesurer le bien-être humain (santé, éducation, libertés individuelles et collectives, impact écologique de l'activité et conséquences de celle-ci sur le développement des autres régions du monde...). Ils aideront à mieux connaître l'état réel de la société.
- **Développer un mix énergétique décarboné faisant une large place aux énergies renouvelables.** Cela implique de maîtriser nationalement notre filière nucléaire, de la développer en avançant de façon radicale dans la recherche, le traitement des déchets, la sécurité.
- **Mettre fin à l'obsolescence programmée, développer l'éco-conception, favoriser les filières de réparation et de recyclage, encourager l'économie circulaire.** De nouvelles filières économiques et industrielles pourront dans ce mouvement voir le jour, traitant le déchets des uns et alimentant les ressources des autres.
- **Dégager les 10 milliards d'euros par an indispensables à la rénovation énergétique des logements et des bâtiments publics.** C'est à ce niveau d'engagement financier qu'il deviendra possible d'atteindre l'objectif d'isolation et de rénovation de 700 000 logements par an, parmi les plus émetteurs.

- **Agir pour que la rénovation urbaine prenne systématiquement en compte les enjeux environnementaux.** C'est aussi grâce à un autre partage de l'espace public qu'on luttera contre les fractures territoriales et qu'on construira une nouvelle cohésion entre quartiers dits périphériques, zones rurales et centres-villes.
- **Faire des transports un instrument du changement.** Cheminots, dockers, traminots, routiers, agents de l'équipement, ils et elles ont été déterminants quand le pays était paralysé par le confinement. Un nouveau mode de développement passe par une autre politique de transports, privilégiant transports publics et déplacements doux pour les individus, transports ferrés et transports maritimes ou fluviaux pour les marchandises.
- **Assurer la transformation agro-écologique de notre agriculture.** Ce secteur de première importance pour le pays a besoin de réorientations structurelles et de protections nouvelles. Devront y contribuer l'encadrement des marges, la garantie des prix et des revenus agricoles, une protection sociale de haut niveau, des retraites agricoles dignes, un véritable régime d'assurance public contre les aléas climatiques et les risques sanitaires ou environnementaux. Il conviendra également de valoriser l'ensemble des productions de proximité, en assurant l'obligation de mentionner le pays d'origine sur tous les produits, et en réglementant mieux les marchés publics ainsi que la restauration hors domicile. Ces choix devront s'articuler avec la refondation d'une véritable politique agricole et alimentaire commune (PAAC). La France devra prendre l'initiative d'une nouvelle conférence européenne en ce sens.
- **Construire notre souveraineté numérique.** C'est la condition pour s'émanciper des firmes digitales des États-Unis. Il importe à cette fin de s'appuyer sur les atouts que constituent nos services publics et notre richesse culturelle. Une stratégie nationale et européenne globale doit être mise en oeuvre, allant des composants électroniques à l'intelligence artificielle, en passant par les équipements, la robotique, les données, le logiciel et les plates-formes.

4. Pour offrir un nouvel élan au secteur associatif et à l'économie sociale et solidaire

Émancipateurs, démocratiques, solidaires, émancipateurs, l'économie sociale et solidaire, et en son sein le secteur associatif, peuvent, dans le moment que nous traversons, constituer un levier important pour faire émerger un nouveau modèle social et économique, pour mobiliser la société. Dégagés des logiques de profit, ils représentent l'un des moyens de la lutte contre la financiarisation de l'économie. Ils sont un ressort pour l'affermissement du lien social et pour l'emploi. Ils ouvrent le champ des activités humaines à des millions de Françaises et de Français. L'accès au sport, à la culture, aux loisirs, au tourisme dépendent de leurs dynamiques. Aussi, en écho aux demandes de ce secteur lui-même, nous pensons indispensable de le préserver face aux menaces qui pèsent sur lui, de le sécuriser sur le long terme, de le développer.

Nos propositions

- **Créer un fonds de soutien structurel à destination des associations employeuses et non employeuses frappées par la perte d'activité.** Ce fonds viendra en complément des dispositifs déjà mis en place par les collectivités territoriales. Il devra permettre de stabiliser et de sauvegarder les structures menacées dans leur existence, et se voir accompagné d'une exonération de cotisations sur les salaires pour l'année 2020.

- **Favoriser les dons des particuliers, grâce à un crédit d'impôt porté à 75 %.** Avec l'appui des pouvoirs publics, un dialogue devra s'ouvrir avec les acteurs du secteur bancaire et les institutions financières concernées, afin de doter les associations d'outils renforçant leurs fonds propres.
- **Aider à la création de 100 000 emplois d'utilité citoyenne.** L'objectif est de développer des projets associatifs utiles à la proximité, ainsi qu'aux transitions sociales et écologiques.
- **Développer une grande politique nationale en faveur des clubs sportifs.** Au regard de son rôle pour la santé publique et le lien social, le financement du sport doit être entièrement revu et sécurisé. Une aide de l'État à la prise de licence, à hauteur de 50 % sur critère sociaux, et une indexation sur la base du quotient familial doivent être décidés. Une prise en charge, par les collectivités territoriales, de la licence pourrait, de même, fortement réduire les coûts de la pratique sportive pour les familles. L'ambition doit être le doublement immédiat des crédits dédiés au sport et sa progression dans les six prochaines années, pour atteindre 1 % du budget de la nation.

5. Pour remettre en cause la domination du capital

C'est par ses pouvoirs sur l'argent et la monnaie que le capital installe sa domination sur l'économie et la société. Notre projet communiste entend promouvoir, par la lutte, un tout autre système de financement et un impôt plus juste et mieux réparti. Prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent des entreprises, de l'État, des banques et des assurances, c'est financer les services publics, l'essor de nouvelles productions, la sécurisation de tous les moments de la vie. C'est ne pas laisser la dette publique sous la coupe des marchés financiers. Le crédit des banques doit développer le bien commun.

Nos propositions

- **Impulser une autre conception du crédit, en s'appuyant sur la création d'un pôle public bancaire et financier.** Celui-ci doit notamment résulter de nationalisations d'établissements bancaires et s'adosser à la conquête de pouvoirs démocratiques nouveaux par le monde du travail et les citoyens. Les crédits doivent être accordés aux entreprises en fonction de leurs investissements matériels et de recherche. Leurs taux doivent être d'autant plus bas que seront créés des emplois et des richesses réelles et écologiques.
- **S'attaquer au cancer financier au moyen d'une autre fiscalité et d'une autre conception de la dépense publique.** Cela permettra d'utiliser tous les leviers, en conditionnant, en modulant, en contrôlant pour obtenir des entreprises les investissements efficaces pour l'emploi, la formation, l'innovation et la transition écologique. Il faut ainsi :
 - conditionner et contrôler les aides publiques aux entreprises, à l'aide d'une commission de contrôle associant représentants des salariés, du patronat, des élus et de l'administration fiscale ;
 - instaurer un impôt sur les bénéfices des sociétés qui pénalise les comportements anti-emploi ; un impôt local rénové sur le capital ; un ISF refondé et renforcé pour inciter les entreprises à l'investissement et aux créations de richesses réelles ;

- supprimer progressivement la CSG au profit de cotisations sociales patronales, mettant à contribution les revenus financiers des entreprises ; instaurer une modulation à la hausse pour les entreprises qui délocalisent et taillent dans l'emploi ou les salaires ;
- rendre l'impôt plus juste, avec 15 tranches au lieu de 5 actuellement pour l'impôt sur le revenu ;
- taxer la spéculation boursière en augmentant la taxe sur les transactions financières (TTF).
- **Établir la liste actualisée des paradis fiscaux, afin d'empêcher toute transaction financière avec des pays ayant des pratiques fiscales abusives.** Celles-ci coûtent des dizaines de milliards aux caisses de l'État. Un observatoire indépendant devra être chargé de la lutte contre l'évasion fiscale. Il sera mis fin aux procédures permettant aux évadés fiscaux de négocier une amende afin d'éviter la prison.
- **Utiliser, au niveau international, les droits de tirages spéciaux (DTS) du fonds monétaire international pour une création monétaire commune mondiale, répondant aux besoins de développement de toute l'humanité.** Les banques centrales doivent appuyer les productions industrielles et les services en coopération. Des traités internationaux de maîtrise des échanges et des investissements doivent être négociés, au service des biens communs.

6. Pour donner à la France une voix forte, indépendante, internationaliste et lutter pour une autre mondialisation

Contre la toute-puissance des marchés financiers et la mise sous tutelle de nos choix économiques ou budgétaires dans le cadre des traités libéraux européens, le peuple de France ne cesse de manifester son attachement à son indépendance et à sa souveraineté. Comme il l'a manifesté lors du référendum de 2005, il aspire à rester maître de ses choix, comme à une autre Europe et à une autre mondialisation, respectueuses des nations et des peuples. C'est une exigence légitime, partagée par tous les peuples, et c'est la condition de véritables coopérations, solidaires et à égalité. Face à une mondialisation du chacun pour soi et du seul contre tous, il importe de faire prévaloir une culture de la paix.

Nos propositions

- **Agir pour la mise en place de politiques publiques de santé, coordonnées et appuyées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).** L'enjeu de la démarchandisation du secteur du médicament, de la santé et de la protection sociale est de conquérir un droit universel à une couverture santé.
- **Prendre une initiative forte en faveur de la réduction massive des budgets militaires.** Au total, ceux-ci atteignent désormais 1 830 milliards de dollars, quand le budget de l'OMS n'est en moyenne que de 2,8 milliards. Mettre fin à la course folle aux armements dégagerait des moyens considérables pour la santé, l'éducation, l'emploi. Notre pays peut signer dès aujourd'hui le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Il doit quitter l'Otan, alliance politico-militaire soumise à la volonté des États-Unis, et promouvoir la création de cadres communs de coopération et de sécurité collective. Une conférence pan-européenne, sur le modèle de la conférence d'Helsinki, doit être mise à l'ordre du jour,

pour aller vers un traité pan-européen de coopération et de sécurité collective. Ce traité, incluant la Russie, permettrait de rejeter le projet de « défense européenne » voulu par Emmanuel Macron, il consacrerait l'indépendance retrouvée envers l'Otan et sa logique de bloc.

- **Engager notre pays en faveur de la convocation, sous l'égide des Nations unies, d'une COP pour la justice sociale et fiscale.** Face aux ravages causés par les injustices et le pillage des ressources de la planète, elle permettrait de coordonner efficacement la lutte contre les paradis fiscaux, l'évasion et l'optimisation fiscales. En Europe, il faut avancer vers l'harmonisation fiscale par le haut, l'imposition à la source des entreprises, la lutte contre les paradis fiscaux internes à l'Union européenne, et la relation future avec le Royaume-Uni.
- **Promouvoir une autre construction européenne.** Le pacte d'austérité budgétaire, comme le pacte dit de « stabilité et de croissance » doivent être définitivement abrogés. La Banque centrale européenne doit être placée sous le contrôle des citoyens et des parlements. Un fonds économique, social et écologique doit être créé pour financer le développement des services publics. Les accords de libre-échange, qui appauvrissent les peuples et saccagent la planète, doivent être abandonnés. C'est d'une construction européenne à géométrie choisie dont nous avons besoin : chaque peuple fait des choix souverains et doit rester libre d'en changer à tout moment. Aucun peuple ne peut être entraîné dans des orientations qu'il récuse. Chaque nation doit pouvoir décider librement de ses choix économiques, de ses budgets, de ses investissements, sans avoir à les soumettre à la Commission européenne. Il est impératif de remplacer les traités actuels par un nouveau pacte social et démocratique, jetant les bases d'une union des peuples et des nations, libres, souverains et associés.
- **Défendre la démocratisation et le renforcement des institutions internationales de l'Onu,** y compris face au FMI, à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale du commerce. La priorité doit être donnée à la lutte internationale contre les inégalités sociales et économiques, contre le surarmement et pour la dénucléarisation du monde, pour la promotion de biens communs mondiaux à cogérer (santé, eau, énergie...). L'heure est à garantir la souveraineté alimentaire de tous les peuples, la mise en œuvre de nouveaux traités de maîtrise des échanges au service de grands projets de développement des infrastructures, des biens communs, de l'emploi et des services publics, dans le respect des écosystèmes et de la biodiversité. Cela appelle une nouvelle conférence monétaire internationale pour promouvoir une monnaie commune mondiale de coopération, à partir des DTS du FMI, alternative au dollar.
- **Peser en faveur d'une augmentation effective à 0,7 % de l'aide publique au développement (APD).** Des mesures contraignantes sont nécessaires envers les états et les multinationales, dans le cadre de la COP Biodiversité de 2021. La nature même de l'APD doit être rediscutée pour qu'elle ne conduise pas au surendettement des pays fragiles et à la captation de leurs ressources.

7. Pour une République nouvelle : la démocratie jusqu'au bout

La France connaît une grave régression de sa vie démocratique. Les présidents, tels des monarques républicains, gouvernent sans le peuple, et même contre lui. Ils n'écoutent jamais l'expertise des citoyen·ne·s,

des salarié·e·s, des élu·e·s. Seul leur importe l'intérêt d'une poignée de privilégiés, d'actionnaires, de détenteurs de grands capitaux. Pire, ils nous enferment dans l'autoritarisme, le déchaînement des pratiques répressives, la restriction constante de nos libertés. Nous l'avons encore vu avec cet « état d'urgence sanitaire », décrété dans le même temps que l'on tenait le Parlement et les élu·e·s à l'écart des décisions importantes. Sous la V^e République, le mensonge politique est une forme de coup d'État permanent. Il faut refaire République. Pour reconquérir l'égalité, la justice, le bien de toutes et de tous.

Nos propositions

- **Instaurer dans la Constitution un pouvoir d'intervention citoyenne.** Il ne doit pas se résumer au temps des élections. Toutes les assemblées, de la commune au Parlement, doivent faire vivre ce principe. Des conseils économiques, sociaux et écologiques doivent, du local au national, disposer de moyens étendus de délibération avec les pouvoirs exécutifs et de vraies capacités d'interpellation. Aucune décision ne doit être prise sans associer les premiers intéressés.
- **Reconnaître de nouveaux pouvoirs aux salarié·e·s et aux habitant·e·s sur les entreprises et les services publics.** Cela passe par des droits d'intervention sur les décisions stratégiques. Les actionnaires, le patronat ou l'État central ne peuvent pas décider contre celles et ceux qui produisent les richesses.
- **Appliquer réellement et en tout domaine, le principe d'égalité entre les femmes et les hommes.** Ce principe doit cesser d'être une référence formelle pour les gouvernants. La lutte pour l'égalité salariale et contre les violences sexistes ou sexuelles exigent des moyens à la hauteur. C'est ce qu'exigent légitimement les mouvements féministes.
- **Interdire les discriminations et lutter résolument contre le racisme.** Ceux-ci doivent être combattus avec sévérité par les lois de la République et par la justice. Le principe de fraternité doit retrouver, dans les faits, sa valeur constitutionnelle.
- **Promouvoir une nouvelle décentralisation démocratique de l'État, défendre l'égalité des territoires.** Trop de départements, de communes, de quartiers sont discriminés ou délaissés. Il est grand temps de remettre en question le processus en cours de reconcentration, qui ne fait que favoriser la mise en concurrence de nos collectivités, tout en les plaçant sous tutelle financière et préfectorale. Nos 35 000 communes et nos 101 départements sont une richesse inestimable. Ils permettent de faire vivre la démocratie au plus près de nos concitoyen·ne·s et de répondre ainsi à leurs besoins. Leurs compétences doivent être préservées et développées, avec des leviers fiscaux nouveaux et une plus grande solidarité de l'État.
- **Agir pour une police et une justice républicaines.** Il est urgent d'en finir avec les contrôles au faciès, les comportements violents ou racistes de certains policiers à l'encontre de jeunes des quartiers populaires ou de citoyen·ne·s. La police doit retrouver son rôle au service de la sécurité de tous et toutes. Les moyens doivent être dégagés pour la mise en place d'une police de proximité, en contact permanent avec les populations. Une instance indépendante de contrôle des activités policières doit être créée. L'indépendance de la justice doit se voir garantie, y compris celle des parquets.
- **Protéger les citoyen·ne·s contre la surveillance numérique de masse.** Et il faut abroger les lois portant atteinte à la liberté de la presse et de création sur les médias numériques.

- **Revaloriser le suffrage universel.** C'est la condition d'une participation active et massive à tous les scrutins, communaux, locaux, départementaux, régionaux et nationaux. La représentation proportionnelle de la diversité politique du pays en sera l'un des moyens. Un statut de l'élu local, permettant à tout citoyen et à toute citoyenne d'exercer un mandat, sans risque pour sa vie professionnelle, devra être promulgué. Il faut également conquérir le droit de vote des étrangers aux élections locales.
- **Restaurer la primauté du Parlement.** La désignation d'un Premier ministre et de son gouvernement ne doit plus être le fait du Prince, mais s'effectuer devant le Parlement. Celui doit avoir les moyens effectifs de décider de l'action de l'exécutif et de la contrôler.
- **En finir avec le présidentielisme.** Cela suppose que le président de la République ne soit plus élu au suffrage universel avant les élections législatives, et que l'on supprime ses pouvoirs d'exception face au Parlement.

Pour le PCF, c'est l'humain et la planète d'abord !

Vous le voyez, nous faisons le choix résolu de la dignité humaine.

Pour nous, le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de tous et de toutes.

C'est pourquoi, comme vous, nous n'acceptons pas de voir le capital coûter toujours plus cher à notre société. Nous voulons changer le travail, pour qu'il ne soit plus une souffrance, mais devienne un lieu de créativité, d'épanouissement, de vie sociale. Nous avons la passion de l'égalité. Nous aspirons à une société débarrassée de toutes les dominations, qu'elles soient patronale, patriarcale ou raciste. Nous nous battons pour une société de l'émancipation, où chacun et chacune, grâce à une existence sécurisée, pourra accéder à la culture, à l'information, à l'éducation permanente, aux connaissances, à la pratique sportive. Nous sommes convaincus que, face à la catastrophe écologique et climatique qui se profile, il est possible de conjuguer développement des besoins humains et protection de la planète. À nos yeux, la démocratie est le moteur qui permet la conquête des savoirs et des pouvoirs.

Salarié-e-s, jeunes en formation, agriculteur-trice-s, travailleur-euse-s indépendant-e-s, petits entrepreneurs, artisans, retraité-e-s, vous êtes la majorité de la France. Vous avez le même intérêt à tourner la page d'un capitalisme vorace et destructeur d'humanité.

Le Parti communiste français a une grande ambition : se mettre au service du mouvement populaire qui viendra changer radicalement le cours des choses ; contribuer au combat d'idées, afin de réhabiliter la belle idée de progrès ; aider à construire les mobilisations et le rassemblement grâce auxquels le rapport de force changera.

Vous avez pu mesurer nos engagements ces derniers mois.

Comme ils l'ont toujours fait lorsque l'essentiel était en jeu, les communistes et leurs élu·e·s se sont mis à la disposition de la nation. Ils et elles ont agi afin que soient prises toutes les mesures d'urgence, sanitaire et économique. Ils et elles se sont employé·e·s à construire avec vous les solidarités indispensables. Ils et elles se sont partout porté·e·s aux côtés des professionnel·le·s de la santé, des agents des services publics, de celles et ceux qui étaient en première ligne.

À l'aube de batailles qui vont être déterminantes, nous avons besoin de vous. Pour nous enrichir de votre expérience et de votre réflexion. Pour nous aider à être plus forts, plus efficaces.

C'est grâce à vous qu'il sera possible de relever un défi de civilisation : l'humain et la planète d'abord !